

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3716 - Jeudi 17 Septembre 2020 - Prix : 200 Fc

TÉLÉCOMMUNICATION :

La FCC s'attaque au forfait Huri Champion



L'association des consommateurs devant la presse.

**Reprise des vols de rapatriement
des Comoriens coincés à Madagascar**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Septembre 2020**

Lever du soleil:

06h 01mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 49mn

Dhouhr : 12h 05mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



SOCIÉTÉ

Moroni s'attèle à la structuration des ONG étrangères

Une réunion de concertation entre les ministères des affaires étrangères et de l'intérieur et les ONG étrangères a eu lieu hier 15 septembre à Moroni pour élaborer et étudier les conditions des accords de siège, les modalités de fonctionnement des organisations non gouvernementales étrangères installées aux Comores.

Suite au décret du 31 juillet 2020 portant modalités d'agrément des organisations non gouvernementales (ONG), les ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur ont convié les ONG étrangères dans une réunion de concertation. L'objectif était d'étudier et élaborer les conditions, les modalités de fonctionnement des organisations non gouvernementales étrangères installées dans le pays. Les deux ministères cherchent à avoir une base de structure pour le

développement du pays, et ce à partir du mois de janvier 2021.

« Les ONG ont l'obligation de se conformer strictement aux objectifs prévus par l'accord de siège, durant la réalisation de leurs activités. Elles sont tenues de se conformer à la législation nationale durant leurs activités sur le territoire de l'Union des Comores et jouissent des droits inscrits dans l'accord de siège », indique Fayçoil Mohamed Djitihadi, directeur général des affaires politiques et juridiques au ministère des affaires étrangères.

Pour bénéficier de l'agrément en qualité d'ONG, celle-ci doit avoir les statuts et autorisation de son pays d'origine et des coordonnées des ressortissants comoriens travaillant avec elle. Ensuite le contrat de bail et de siège, une copie de la carte d'identité des dirigeants comoriens et une copie de la carte de séjour et passeport des dirigeants



étrangers obtenue après signature de l'accord de siège. Enfin, un document officiel prouvant que l'association mère est légalement constituée à son pays d'origine depuis au moins deux ans. Notons qu'il est créé un comité interministériel

chargé du contrôle, suivi et évaluation des ONG étrangères installées aux Comores. Sa mission est d'examiner les demandes d'agrément, veiller au respect strict des droits et privilèges, faire aussi le suivi des accords de siège, et évaluer les acti-

vités des ONG conformément à leur plan d'action conjointement. Enfin, se prononcer sur les rapports établis par les ONG selon notre interlocuteur.

Nassuf Ben Amad

ENVIRONNEMENT

Biodiversité mondiale: un constat alarmant

La cinquième édition des Perspectives Mondiales de la Diversité Biologique de l'ONU (GBO-5), a été lancée virtuellement le mardi 15 septembre 2020, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Il s'agit d'un rapport périodique phare qui résume les dernières données sur l'état et les tendances de la biodiversité et tire des conclusions pertinentes pour la poursuite de la mise en œuvre de la Convention et s'appuie sur les leçons apprises au cours des deux premières décennies de ce siècle pour clarifier les transitions nécessaires si nous voulons réaliser la vision convenue par les gouvernements mondiaux pour 2050, et qui a pour thème « Vivre en harmonie avec la nature ». Il fournit un résumé global des progrès vers les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité et est basé sur une série d'indicateurs, d'études de recherche et d'évaluations ainsi que sur les rapports nationaux

fournis par les pays sur leur mise en œuvre de la CDB.

S'appuyant sur les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, établis en 2010, l'analyse des sixièmes rapports nationaux à la CDB et des plus récentes conclusions scientifiques, le rapport révèle que sept des 60 « éléments » ou critères de succès des 20 objectifs ont été atteints et que des progrès ont été réalisés pour 38 autres. Le niveau de progrès demeure inconnu ou un éloignement par rapport à l'objectif a été constaté pour 13 éléments, et le niveau de progrès est inconnu pour deux autres éléments. Le rapport conclut que six des 20 objectifs (9, 11, 16, 17, 19 et 20) ont été partiellement atteints à l'échéance de 2020.

Selon Mme Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la CDB : « Le rapport des Perspectives mondiales de la diversité biologique » démontre clairement que les efforts déployés à l'échelle mondiale n'ont pas réussi à

régler la crise mondiale croissante de la biodiversité ni à réaliser les objectifs convenus ». Pour cette première responsable de CDB : « Ce rapport phare met en évidence le fait que « l'humanité est à la croisée des chemins en ce qui concerne l'héritage que nous voulons laisser aux futures générations ».

Alors que les pays négocient un nouveau pacte pour diriger les efforts mondiaux pour la biodiversité dans la décennie 2020, le GBO résume les innombrables preuves du déclin de la biodiversité à l'échelle mondiale provenant de nombreuses sources. Elle a ajouté que : « De nouvelles occasions de trans-

mission de maladies dévastatrices aux humains et aux animaux émergent, comme le coronavirus de cette année, pendant que la nature se dégrade. Bien que le temps presse, la pandémie nous a également démontré que les changements transformateurs peuvent être effectués lorsque la situation l'exige. »

Le rapport souligne l'importance de la biodiversité pour atteindre les Objectifs de développement durable ambitieux convenus en 2015 et l'Accord de Paris de 2016; les chefs d'État et de gouvernement débattront des conclusions du GBO-5 lors du Sommet des Nations Unies sur la nature, le 30 septembre

prochain.

Ce rapport aura aussi un impact important sur le processus permanent de la CDB de créer de nouveaux objectifs mondiaux de la diversité biologique pour 2021-2030 au titre du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 de la Convention. Ce cadre, qui fait l'objet de négociations à l'heure actuelle, sera examiné à la quinzième réunion de la Conférence des Parties, à Kunming, en Chine, reportée d'octobre 2020 à 2021 à cause de la pandémie du coronavirus.

Mmagaza

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS PROJET : ER2C « ASSURER UN APPROVISIONNEMENT EN EAU RESILIENT AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES »

Avis d'Appel d'Offres AON N° 2020/003/DGEF/ER2C

L'Union des Comores a obtenu un financement du Fonds Vert pour le Climat (FVC) au titre du projet intitulé « Assurer un approvisionnement en eau résilient aux changements climatiques aux Comores »

Ce présent Appel d'offre est ouvert à toutes les entreprises nationales répondant aux qualifications requises dans le domaine de la construction des bassins de rétention des eau pluviales.

Le dossier d'appel d'offre comprend 7 Lots debassins de rétention d'eau pluviale.

Le Dossier d'Appel d'offres peut être acheté par les soumissionnaires intéressés à l'adresse indiquée ci-dessus et suite au règlement d'un droit non-remboursable de « Cinquante mille francs (50 000 KMF) Francs comoriens

Adresse : Direction général de l'environnement au service achat du Projet ER2C ou à demander par courriel à l'adresse suivante : dgefcontact@gmail.com / contact@dgef.kmau plus tard le 19/10/2020 à 11H30



TÉLÉCOMMUNICATION :

La FCC s'attaque au forfait Huri Champion

La Fédération comorienne des consommateurs (FCC) a regretté les services Huri Champion et autres forfaits offerts par Comores Télécom. Les conférenciers ont parlé d'une mauvaise gestion au niveau de l'entreprise et d'autres problèmes comme le fait d'affiner les parcours et les coûts consommés par le client en cas de difficulté comme l'expiration rapide des forfaits Huri Champion.

Les critiques envers la société Comores Télécom ne désenflent pas. Dans une conférence de presse mardi 25 septembre, la Fédération comorienne des consommateurs encourage Comores Télécom à optimiser les services du réseau car, estime la plateforme, il s'agit d'une nécessité pour les entreprises comoriennes et non un avantage. « Aujourd'hui, sans l'internet, rien ne peut se faire dans les institutions publiques ou privées. Alors il est important que notre

société comprenne cela et arrête d'arnaquer les consommateurs sur les services Huri Champion », déclare Saïd Abdallah Mchangama, le Président de la FCC.

Ce dernier montre qu'ils ont adressé une lettre au directeur de Comores Télécom pour convenir à une solution adéquate mais jusqu'alors ils n'ont eu aucune réponse de leur part. « Ce geste montre qu'ils ne nous calculent pas. Il fallait au moins donner une réponse quelle que soit la

nature », regrette-t-il. Dans cette missive, les Consommateurs ont fait quelques recommandations telles que la transparence entre l'opérateur et le consommateur quant aux coûts liés aux forfaits Huri Champion.

Un membre de la FCC reconnaît en revanche que Comores Télécom dispose de très bon matériel pour mieux faire face à la concurrence, mais le problème se situe au niveau de la gestion. « On a beau rentrer dans les agences de Comores Télécom comme

celle de Zilimadjou pour avoir des solutions aux problèmes des abonnés mais les agents te renvoient immédiatement à Volo-Volo. Ce qui montre des failles aussi bien au niveau des services que des techniciens », souligne Mahamoud Ali Ahmed Doudou. Les conférenciers appellent Comores Télécom à prêter attention aux critiques des consommateurs pour pouvoir améliorer les services.

Kamal Gamal

MAIRIE DE MORONI

La nouvelle équipe met en place trois programmes de développement de la capitale

Faire Moroni une capitale émergente, résiliente et inclusive, la nouvelle équipe montre ses couleurs. Pour réaliser ces programmes, elle demande l'appui de tout le monde notamment les conseillers et les chefs des quartiers de la ville.

La parti Orange, qui est à la tête de la mairie de Moroni a tenu une conférence de presse hier mercredi 16 septembre. C'était l'occasion pour la nouvelle équipe de dévoiler son programme, pour le développement de la capitale. Devant la presse nationale, le deuxième adjoint au maire Jean Mone a promis de redonner à Moroni une image digne de ce nom. « Nous voulons redonner à Moroni, la capitale de l'Union



Le parti Orange devant la presse.

des Comores son image tout en suivant la vision du président Azali Assoumani, lance-t-il. Et pour faire des Comores, un pays émergent, il faut bien construire la capitale. C'est ce que nous souhaitons tous étant membres

de la mouvance présidentielle ». De son côté, Abdallah Mohamed Kassim, conseiller chargé des voiries, infrastructures et transports à la mairie appelle toutes les parties à faire front pour développer la capita-

le. « Nos frères que je ne considère pas comme des opposants doivent avaler la défaite. Il ne faut pas faire un front, car nous sommes tous au sein du pouvoir en place. Soyons unis pour accompagner le gouvernement, puisque on voit que la ville est en chantier », sollicite-t-il.

La nouvelle équipe veut à tout prix réunir la capitale, ce qui leur permettra de faire un Moroni émergent, résilient et inclusif. Et pour y arriver, ils vont commencer par décentraliser l'administration de la mairie pour que chaque quartier soit impliqué. « On cherche à mettre en place un système de gestion des déchets. Sur ce point, on va discuter avec les chefs des quar-

tiers. Mais aussi, on a un programme de recensement des habitations afin de les numéroter », poursuit-il.

Interrogé sur les dernières élections, Jean Mone montre que son équipe est légitime depuis le 23 février dernier. « On a eu à faire trois votes et le parti Orange sort toujours gagnant. Je pense qu'il est temps que nos frères pensent à notre ville au lieu de rester là à critiquer car la capitale est à nous tous même je dirais à tous les comoriens », souligne-t-il. Et de conclure : « Il faut enterrer la hache de guerre afin de pouvoir rebâtir la ville ».

Nassuf Ben Amad

MÉDIAS

L'ambassadeur de l'Afrique du Sud a rendu visite à La Gazette des Comores

L'ambassadeur de la République d'Afrique du Sud s'est entretenu avec le directeur de publication de La Gazette des Comores. Outre son admiration envers les

médias, Aneshwaren Maestry a affirmé son ambition de nouer un partenariat durable avec le journal.

L'ambassadeur de la République d'Afrique du Sud a effectué une visite de courtoisie hier mercredi à La Gazette des Comores. Aneshwaren Maestry a été reçu par le directeur de publication, El-Had Saïd Omar et les deux responsables ont échangé pendant plus d'une demi heure. Le diplomate sud-africain a affirmé vouloir établir un partenariat avec La Gazette des Comores tout comme il l'a fait avec l'Office de radio et de télévision des Comores (Ortc) et Alwatwan récemment. Le diplomate sud-africain a affirmé sa volonté d'accompagner le journal car il compte sur les médias comoriens pour promouvoir les programmes de son pays aux Comores. Il est allé au contact de l'équipe de rédaction qui a été très honoré de sa visite.



Visite ambassadeur d'Afrique Sud.

Reprise des vols de rapatriement des Comoriens coincés à Madagascar

La compagnie Ab Aviation a annoncé mercredi la reprise des vols de rapatriement des Comoriens bloqués à Madagascar depuis le mois de mars. Environ 120 passagers sont attendus ce jeudi 17 septembre à Moroni.

Un ouf de soulagement pour les Comoriens bloqués à Madagascar depuis le mois de mars dernier, suite à la fermeture des frontières pour cause de coronavirus. Environ 120 passagers sont attendus ce jeudi 17 septembre à bord d'un vol organisé par la compagnie AB Aviation. D'après un contact de ladite compagnie, toutes les dispositions sont prises pour l'acheminement de ces passagers qui n'ont qu'assez attendu. Deux rotations sont au programme de ce jeudi : une dans la journée à 10H, et une

autre en fin d'après-midi, à 18H. Idem pour demain vendredi.

Une bonne nouvelle pour ces comoriens coincés à la Grande Ile depuis la fermeture des frontières au moment où ils avaient perdu tout espoir. Non seulement que l'attente était longue mais ces derniers ont enterré une quinzaine de leurs compagnons d'infortune. Fin août AB Aviation avait déjà entamé le processus de rapatriement. Une première vague était arrivée à Moroni. Très vite les vols interrompus, Moroni étant à court de réactifs pour les tests de coronavirus, obligatoire pour chaque passager entrant.

Andjouza Abouheir

YOUSOUF BEN, ARTISTE ET PRODUCTEUR

"Sans la culture, le tourisme ne vaut rien"

Artiste, producteur, manager et gérant de l'agence événementielle Nasayria, Youssouf Ben fait partie de ceux qui œuvrent pour la professionnalisation des métiers de la culture. Dans cette interview, celui qui a vu grandir à ses côtés des nouveaux noms de la musique comorienne notamment Samira et Djohar JZ fait un aperçu général de la culture et de la jeunesse. En plus de donner son impression sur le concours Nyora, il s'exprime sans langue de bois sur différents sujets.

Question : En tant qu'artiste producteur, quel bilan faites-vous de cette première édition du concours Nyora ?

Youssouf Ben : C'est une première pour le pays et je pense que tout le monde est d'accord que c'est à travers ce type de projets que nous allons pouvoir développer notre culture. Et pourquoi pas exporter notre musique vers l'international. Jusqu'à présent, l'émission s'est déroulée sans aucun incident. Pour ça, je félicite les organisateurs. Je note tout de même la non représentativité des artistes comoriens du fait qu'il n'y ait pas eu d'auditions pouvant permettre à tous les talents de ce pays d'y participer. On peut toujours dire que l'heure n'est pas aux critiques sous prétexte que l'initiative est louable et que des gros efforts ont été fournis. Mais cela ne suffira pas aux yeux de ceux qui nous regardent. Avec les nouvelles technologies, Nyora est suivie partout dans le monde. Les erreurs constatées ne sont pas à prendre à la légère: absence quasi totale du public, ce qui a impacté très négativement le décor. Ça ne fait pas du tout joli de voir une prestation scénique sans public. Autre remarque, les appréciations du jury ne sont pas faites au moment des prestations. Concernant les candidats, je dirais qu'ils ont tous mérité d'être là comme beaucoup d'autres qui n'ont pas eu la chance d'y prendre part.

Question : Quels sont les candidats qui vous ont marqué tout au long du concours ?

Y.B : Fahid le Bled'art est incontestablement le grand favori de ce concours de par sa maîtrise vocale et sa présence scénique. C'est un artiste complet et il a tout pour réussir dans la musique. Mais jusqu'à présent, on ne l'a pas encore entendu sur un registre moderne. Je suis curieux d'entendre sa voix sur une chanson moderne. Samira est la meilleure artiste féminine de cette première édition. C'est une chanteuse polyvalente capable de se balader dans beaucoup de styles musicaux. Elle est la candidate qui a pris le plus de risques dans ce concours notamment avec l'interprétation de "Listen" de Beyoncé. Je constate qu'elle a du mal à choisir la note qu'il faut pour pouvoir maîtriser les variations de hauteur. Côté scénique, elle doit beaucoup travailler son enthousiasme et ses émotions devant le micro. Pedro Karim fait

partie des candidats les plus redoutables de cette édition. Je remarque en revanche que tout au long de l'émission, il n'a interprété aucune chanson de performance, plutôt des morceaux trop linéaires. Ce qui ne lui a pas permis de montrer son véritable potentiel. Ibou Black n'est pas un chanteur de performance, mais il est très à l'aise sur scène et chante avec une certaine justesse. Faraz, un excellent interprète qui a besoin de travailler la précision. C'est le genre d'artiste qui peut t'impressionner le matin et te décevoir le soir mais je pense qu'en travaillant sa précision, il sera un chanteur hors-norme. Je salue le professionnalisme des membres du jury malgré les pressions et les critiques.

Question : Pour la prochaine édition, qu'est-ce que vous proposeriez aux organisateurs pour apporter un plus à cette aventure artistique ?

Y.B : Pour la prochaine édition de Nyora, je préconise l'annulation pure et simple des chorégraphies que je trouve très encombrantes pour les artistes, l'organisation préalable des auditions à travers le territoire national. Il faut que le format soit défini et présenté dès le départ pour que les téléspectateurs sachent comment vont se dérouler toutes les étapes de l'émission. Les règles du jeu et le prix du gagnant doivent être connus dès le lancement de l'émission.

Question : Vous êtes le gérant de la boîte Nasayria Events. Quel regard portez-vous aujourd'hui à cause de la Covid-19, du secteur privé et de la culture en particulier ?

Y.B : Il est évident que le domaine de l'événementiel est le plus touché par les mesures anti-Covid-19. Mais pas seulement. Ici aux Comores et plus particulièrement à Ngazidja toute l'activité économique est liée aux mariages et cérémonies traditionnels. Mettre à l'arrêt ces activités, c'est paralyser toute une série d'activités (bâtiment, transport, alimentation, musique, audiovisuel, communication, publicité). Il faut que nos autorités arrêtent de penser que ce sont les quelques milliers de fonctionnaires qui font vivre les Comoriens. Le secteur privé reste le moteur de l'économie. J'ai entendu parler des aides destinées à accompagner le secteur privé dans la gestion de cette crise, mais jusqu'à présent je ne vois rien de concret.

Question : Nous avons l'impression que le ministère de la Culture se soucie moins des impacts dans le secteur. Que diriez-vous de cela ?

Y.B : La culture est l'un des facteurs de développement d'un pays. Malheureusement, le ministère de la culture ne fait qu'observer et attendre les miettes du gouvernement. C'est regrettable de constater que tous les acteurs culturels de ce pays

soient des particuliers qui ne bénéficient d'aucun appui de la part du ministère. Nous sommes le seul pays au monde ne disposant d'aucun centre culturel après 43 ans d'indépendance. On ne peut pas prétendre émerger un pays en tournant le dos à ses secteurs stratégiques. Face à la Covid-19, le ministère n'a pris aucune mesure visant à accompagner les acteurs du secteur. Bien au contraire, le gouvernement ne fait que renforcer des mesures suicidaires. Nous avons la chance d'avoir un pays riche de sa culture mais que nos autorités ne voient pas son impact sur l'économie. Je prends l'exemple du Cap-Vert qui est un petit pays insulaire comme le nôtre. Aujourd'hui il fait partie des pays africains dont la culture contribue de manière considérable à l'économie. Ce qui fait de ce pays un modèle de réussite africain. Le ministère de la culture n'est pas un petit ministère comme beaucoup de nos politiciens le pensent. Il suffit de reformer ce secteur en commençant par le confier, lui et la direction de la culture, à des jeunes ambitieux, et vous verrez que tous ces hommes politiques se bousculeraient. Sans la culture, le tourisme ne vaut rien.

Question : Vous êtes un jeune qui s'est donné la peine d'investir dans la culture aux Comores. Avez-vous des regrets ?

Y.B : Tout d'abord je ne suis pas l'investisseur financier de ce projet. Mais en tant que gérant et directeur artistique je me suis beaucoup investi techniquement sur plusieurs aspects. Nasayria est la première boîte de logistique événementielle aux Comores à disposer d'une administration et d'une équipe techniques pluridisciplinaires. Malheureusement, l'épidémie de Covid-19 est arrivée juste au moment où l'on devait sortir la tête de l'eau. Le gouvernement tient le



secteur privé par la gorge, bloque sa respiration et lui demande de respirer en même temps. Il est très difficile d'entreprendre dans ces conditions, mais je n'ai aucun regret. Au contraire, je suis fier de faire partie de ceux qui œuvrent pour la professionnalisation des métiers de la culture dans mon pays. Nous sommes à l'arrêt depuis 5 mois, mais cela ne nous empêche pas de travailler pour l'amélioration de nos services. Nos clients découvriront beaucoup de nos nouveautés dans les prochains mois.

Question : De plus en plus de jeunes émigrent vers l'Europe et les artistes ne sont pas exclus de ce lot. Quel est votre aperçu par rapport à cette situation qui génère une perte humaine considérable ?

Y.B : Chaque année plusieurs dizaines des millions de francs sont dépensées par les familles pour aider des jeunes à partir en France. Certains d'entre eux ont des petits business qui leur permettent de vivre au quotidien et d'apporter une assistance à leurs familles. D'autres abandonnent leurs postes dans des sociétés d'Etat pour fuir. Quand ces jeunes demandent une aide familiale pour développer leurs activités, très peu de familles acceptent de le faire. Mais elles sont prêtes à donner jusqu'à 4 millions pour payer des voyages qui tournent souvent au drame. Ces départs sont une grosse

perte pour le pays puisque une fois en Europe, ces jeunes se tournent vers des petits boulots clandestins en attendant désespérément de régulariser une situation. Si la musique comorienne est aujourd'hui en chute libre c'est justement à cause de ces fuites. Aujourd'hui j'estime que 95% de nos artistes prometteurs ont abandonné la musique une fois arrivée en Europe.

C'est une situation catastrophique pour la culture comorienne. J'ai toujours dit ceci aux artistes: « si vous voulez réussir en musique et vivre de votre art, ne vous installez pas en France ». Etre un Je-viens, même clochard en France, te donne beaucoup de privilèges chez nous. C'est l'une des raisons pour lesquelles nombreux sont les jeunes qui gaspillent beaucoup d'argent pour tenter de gagner l'Europe parfois au prix de leurs vies. En plus de la lâcheté de nos gouvernements face au chômage des jeunes, il y'a un manque de confiance de la part des familles et des investisseurs locaux vis-à-vis des jeunes porteurs de projets. Il faut donc changer nos mentalités et faire un peu plus confiance à cette jeunesse. Le bilan de cette émigration est extrêmement lourd sur les plans humain, économique et culturel. Vivre en France n'est pas synonyme de réussite

Propos recueillis par
A.O Yazid



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute des stagiaires au Programme et dans les projets

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne à partir des liens ci-dessous :

*** Recrutement des stagiaires dans l'Unité Programme et les projets du PNUD**

*https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=32599&hrs_jo_post_seq=1&hrs_site_id=2

Date de début de Publication :09 septembre 2020

Date limite dépôt des candidatures :24 septembre2020

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.

- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour les stages seront contactés (e).

FOOTBALL, BONBON DJEMA ET LES COMPÉTITIONS INTERNATIONALES :

"La ligue des champions d'Afrique est prestigieuse"

La saison sportive 2020 est une saison de vive exaltation pour Bonbon Djema. En réalisant un double exploit national exaltant (champion et coupe) dans la même saison, comme Apaches club de Mitsamiouli en 2009, ils rehaussent l'image de la Ligue de Ngazidja, l'instance régionale s'efforce d'accompagner les leaders de l'île. Bonbon Djema, glorieux national, doit rivaliser des grandes équipes d'Asie, du continent et de l'Océan indien.

Bonbon Djema, après une décennie de sacrifices, de difficultés et de doute, se voit exalter. Le double national, championnat et coupe, dissipe tout et valorise cette équipe de la Ligue de Ngazidja. Au zénith de ses ambitions, il savoure les fruits de ses efforts. Ce double exploit national rappelle une autre double et resplendissante prouesse nationale, réalisée par une des équipes de Mitsamiouli dans une seule saison. Cette grandiose liesse des Nordistes, incarnée par Apaches club, remonte en 2009. A l'époque, une seule compétition internationale était laissée à la disposition des équipes championnes : Ligue des champions d'Afrique. Cette première et hélas, dernière confrontation

internationale d'Apaches club, s'est déroulée à Maputo, face au leader mozambicain de l'époque.

Aujourd'hui, le temps a évolué. Les perspectives pour l'étranger se sont multipliées. Au menu, quatre compétitions internationales, dont deux dans le continent, une en Asie, et la dernière dans l'Océan indien. Bonbon Djema de Moroni aura-t-il à choisir entre, la coupe de la confédération d'Afrique, la coupe des clubs champions de l'Océan indien (Ccooi), la coupe de l'union des associations de football arabe (Uafa) et la ligue des champions d'Afrique ?

Interrogés individuellement et séparément, les sociétaires des futurs ambassadeurs des Comores (Bonbon Djema) paraissent divergents dans leurs opinions. « Nous venons de traverser une période perturbée et difficile, due aux mesures barrières contre la propagation de la covid-19. Donc, physiquement, nous aurons beaucoup à fournir. Je pense que le tournoi international de l'Uafa est à notre portée. Les adversaires ont approximativement le même niveau. Techno-tactiquement, aucun prétendant ne suscite la frayeur chez l'autre. En revanche, dans la ligue des champions d'Afrique, la cadence du jeu est très élevée. Les confrontations sont

Bonbon Ndjema vainqueur de la coupe des Comores.



haletantes et coriaces. C'est une zone qui présente des poules de mort, donc à éviter », laisse comprendre le buteur de Zilimadjou, Basler Kamal Djibir. Le dirigeant d'Usz, Mhoussine Bacar, vise l'honneur. « Personnellement, je pense que la ligue des champions est un défi honorable. Elle est prestigieuse, intéressante et ambitieuse ».

Chez un sympathisant inconditionnel de Bonbon Djema, le son de cloche n'est pas le même. Il met de côté le niveau des équipes. Il est préoccupé par la colossale somme,

susceptible d'être engagée pour assurer une présence effective au rendez-vous des matches. Ahmed B-Ndjema craint les opérations à entreprendre pour la mobilisation de fonds nécessaires : cotisation, quête, sacrifice des dirigeants, précieux accompagnement quelconque, etc. Il murmure : « Financièrement, l'Océan indien est abordable. Et chez nos frères musulmans, on ne paie rien. Ils prennent tout en charge. Pourquoi chercher midi à quatorze heures ? ».

Rappelons que la Ccooi se

déroule exclusivement dans la sous-région, comme le nom l'indique. Les titres de voyage seront donc moins onéreux. Mais le tournoi qui présente le plus grand avantage, c'est l'Uafa. Ici, tout est pris en charge : équipement sportif, billets d'avion, hôtellerie et restauration, assistance médicale, déplacements internes, et même les perdiems des membres de la délégation. En tout cas, quelle que soit la zone à privilégier, Bonbon Djema, bonne chance !

Bm Gondet

DECENTRALISATION – DEVELOPPEMENT LOCAL – RETOUR SUR L'EXPERIENCE DE NYUMAKOMO

Quand Nyumakomo donne le pas d'une culture de la reddition de comptes



ONG MAESHA dans la commune de Nyumakomo.

Mercredi 27 novembre 2019, la commune de Nyumakomo organise, avec l'appui de MAEECHA, ses 1eres séances de restitution publique de gestion (RPG) communale autrement appelée reddition de comptes. Voyons la reddition des comptes comme le devoir pour des individus tenant une position de pouvoir de rendre compte de leurs actions à ceux pour le compte de qui ils exercent ce pouvoir, lesquels ont le droit d'exiger des comptes.

A la veille des élections communales, près de 50 personnes à Songomani-Bangoi et plus de 80 personnes à Memboidjou sont venues assister à cette

démarche inédite où le maire, M. Papa Ahamada et son bureau communal se sont livrés à un exercice de présentation des services et comptes communaux pour la période 2018-2019 d'une part et de présentation du budget communal 2019 élaboré de façon participative d'autre part.

Si la loi comorienne de la décentralisation ne contraint pas les autorités communales à entreprendre une telle démarche, elle les y encourage. Aussi, les élus de Nyumakomo, associés au président du cadre de concertation communal se sont donné le devoir de bonne gestion et de transparence pour répondre

re au droit à l'information et à la participation des citoyens qui ont vivement salué cette initiative. Rendez-vous était donc pris pour cinq réunions au total, pour couvrir les 8 localités de la commune : le 29.11 à Ntsadjeni (pour Ntsadjeni et Ouhozi), le 3.12 à Founga le matin et à Pidjani l'après-midi pour Pidjani et Toyifa ; en plus des deux réunions citées plus haut.

Une semaine dédiée à la reddition des comptes, la redevabilité, la transparence, et le débat d'idées. Pour que le processus ait plus de chances de réussir, cette démarche imposait nécessairement un engagement de la collectivité locale pour informer et sensibiliser la population sur l'initiative et l'importance de leur participation aux réunions, faire preuve de franchise et de transparence vis-à-vis de cette-dernière et prendre en charge l'organisation des réunions. La commune de Nyumakomo peut être fière de cet engagement et de ce leadership.

En effet, après la formation des élus et cadres de concertation sur le processus de RPG, la tournée à travers les localités pour l'élaboration du budget participatif, ces 5 réunions – dont l'une

honorée par la présence du préfet de la région, du commandant de la gendarmerie et du commissaire de la police de Mitsamiouli – ont vu la participation moyenne de 60 personnes à chaque réunion, toutes catégories d'acteurs confondus. Malgré les difficultés rencontrées dans l'exercice de la fonction municipale, Nyumakomo montre l'exemple en présentant les services de base rendus par la commune à sa population, les recettes et les dépenses pour 2018-2019 et le budget participatif 2019.

Un temps fort pour l'équipe communale mise face à sa responsabilité de gouvernance et de gestion dans un contexte où la décentralisation est encore fragile et incomprise par certains, pour la population, valorisée dans sa position de contributeur phare du développement local, dans son droit à recevoir des informations et des comptes et son droit à participer et pour MAEECHA, voyant les fruits et l'aboutissement de sa démarche d'accompagnement. Gageons que cette initiative inédite soit un exemple à suivre pour les nouveaux responsables communaux.

ONG MAEECHA


Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
AVIS DE VACANCE N°AV/028/20

 Date de publication: **15/09/20**
 Date limite de dépôt des candidatures: **29/09/20**

 Titre fonctionnel: **Spécialiste national en communication et mobilisation sociale**

 TYPE D'EMPLOI: **PSA.NAT**

 UNITE ADMINISTRATIVE: **FRMAG**

 Lieu d'affectation: **Comores**

 DUREE: **60 jours WAE**

La FAO s'attache à assurer la diversité – parité hommes-femmes, répartition géographique équilibrée et diversité linguistique – parmi son personnel et les consultants internationaux qu'elle emploie, afin de servir au mieux les États Membres dans toutes les régions.

Les femmes et les ressortissants d'États Membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Les personnes handicapées sont également encouragées à présenter leur candidature.

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Cadre organisationnel

L'île de Mohéli dans l'Union des Comores a été affectée, pour la première fois, par une épidémie de fièvre aphteuse (FA) confirmée par les analyses de laboratoire en avril 2019. Cette maladie très contagieuse s'est répandue dans plusieurs élevages de l'île, menaçant également d'atteindre les élevages bovins des îles voisines de la Grande Comores, Anjouan mais également Mayotte et Madagascar. Face à cette menace, le Gouvernement à travers les Services Vétérinaires a mis en place une série de mesures de contrôle de l'épidémie parmi lesquelles la vaccination des bovins, le contrôle des mouvements, la sensibilisation des éleveurs à mettre en pratique les mesures sanitaires recommandées par les autorités.

Par ailleurs, l'île de la Grande Comores est également affectée par la peste des petits ruminants (PPR), une maladie très contagieuse qui est à l'origine de pertes importantes chez les moutons et les chèvres, impactant négativement les revenus des familles avec des risques réels sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La FAO et l'OIE ont élaboré un programme mondial de contrôle et d'éradication de cette maladie en 2030. L'Union des Comores où la prévalence de la maladie est faible pourrait rapidement atteindre cet objectif en mettant en place des actions ciblées.

Position hiérarchique

Sous l'autorité générale du Représentant de la FAO en Union des Comores, sous le pilotage technique du Fonctionnaire Chargé de Développement de l'Élevage au Bureau sous régional de la FAO (SFS) et la division OCCM, sous la supervision opérationnelle de la fonctionnaire des Opérations et de la Chargée de communications au Bureau de la FAO à Madagascar, et en étroite collaboration avec les services vétérinaires et les autres partenaires techniques impliqués.

Domaine de spécialisation

Grâce à son programme de coopération technique (PCT), la FAO contribue aux efforts de contrôle/éradication de ces deux maladies aux Comores suite à une requête du Gouvernement. L'appui de la FAO vise essentiellement à renforcer les capacités de diagnostic du laboratoire vétérinaire de l'INRAPE et à contribuer à une meilleure implication des éleveurs et des autres acteurs des filières bovine, ovine et caprine dans l'appropriation et la mise en pratique des mesures sanitaires permettant d'une part de contrôler l'épidémie de FA, et d'autre part, de contrôler/éradiquer la PPR tel que recommandé par la FAO et l'OIE.

Tâches et responsabilités

- Identifier les gaps relatifs à la sensibilisation des éleveurs sur la vaccination contre la FA et le contrôle/éradication de la PPR et formuler les recommandations en vue d'une amélioration

- Préparer un plan de communication (messages clés,

supports appropriés, programmes et canaux de diffusion) en vue de faciliter l'adhésion effective des éleveurs et des autres acteurs de la filière bovine, ovine et caprine

- Préparer le budget relatif à la mise en œuvre du plan de communication

- Produire des articles sur le projet et fournir des images (photos / vidéos), interviews des bénéficiaires à la demande

- Sensibiliser les éleveurs et les autres parties prenantes aux mesures de contrôle de l'épidémie de FA avec un accent particulier sur la sensibilisation par rapport à l'importance de la déclaration des animaux malades aux Services Vétérinaires, la restriction des mouvements d'animaux malades ou suspects, la vaccination et le suivi post vaccinal

- Contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre du plan national de lutte contre la FA et d'éradication de la PPR, en particulier sur le volet communication

- Contribuer à la mise en œuvre du plan de communication notamment à travers les rencontres avec les groupes cibles des filières bovine, ovine et caprine, les leaders d'opinions, les Services Vétérinaires et les Services de Vulgarisation, les partenaires techniques et financiers, en collaboration avec les autres projets dont les bénéficiaires sont similaires, la participation et présentation du projet dans le cadre d'événements et de la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation

- Proposer un mécanisme et contribuer à l'archivage électronique des documents générés par les activités de sensibilisation du projet dont notamment les documents élaborés pour les ateliers, les formations, (plan de communication, rapports des réunions, communiqués finaux, etc.), les vidéos, les photos, les bandes sons

- Réaliser d'autres tâches confiées par la FAO

Résultats Attendus

- Plan de communication prenant en compte les écarts dans la sensibilisation des éleveurs sur la vaccination contre la FA et lutte contre la PPR

- Les éleveurs et les autres parties prenantes sont sensibilisés par rapport à l'importance de la déclaration des animaux malades aux Services Vétérinaires, la restriction des mouvements d'animaux malades ou suspects, la vaccination et le suivi post vaccinal contre la FA

- Le volet communication du plan national de lutte contre la FA et d'éradication de la PPR avec le budget relatif à la mise en œuvre produit

- Des articles sur le projet sont rédigés, la banque images du projet est fournie

- Les bonnes pratiques de la lutte contre la FA et la PPR et la mise en œuvre du projet sont documentées et partagées

- Un rapport final de la mission incluant les activités, les contraintes à la mise en œuvre et les recommandations est élaboré

LES CANDIDATURES SERONT EXAMINÉES EN REGARD DES CRITÈRES SUIVANTS:

Conditions minimales à remplir

- Socio-économiste, expert en communication, journaliste spécialisé sur le sujet
- Expérience confirmée d'au moins 3 ans dans la sensibilisation des groupes sociaux sur les problématiques liées au développement rural au niveau national
- Ressortissant du Madagascar ou résident dans le pays avec un permis de travail régulier.

Compétences de base exigées par la FAO

- Attention portée aux résultats
- Avoir l'esprit d'équipe
- Sens de la communication
- Établissement de relations constructives
- Partage des connaissances et amélioration continue

Prière de noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO – engagement envers l'Organisation, respect de chacun, intégrité et transparence.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- La FAO ne perçoit de frais à aucun stade du recrutement (dépôt de candidature, entretien, traitement du dossier).

- Les dossiers de candidature incomplets ne seront pas examinés. Pour toute question ou demande d'aide, s'adresser à: Careers@fao.org

- Les candidatures reçues après la date de clôture de l'avis ne seront pas acceptées.

- Seuls les diplômes d'aptitude linguistique délivrés par des prestataires externes reconnus par les Nations Unies et/ou les résultats des examens officiels de la FAO (examens d'aptitude linguistique de niveaux B et C et test de recrutement linguistique) seront acceptés comme attestation du niveau de connaissance des langues indiquées dans le formulaire de candidature en ligne.

- Pour d'autres questions, veuillez consulter la page web Emploi à la FAO: <http://www.fao.org/employment/home/fr/>

COMMENT POSTULER

Pour présenter votre candidature, veuillez remplir le formulaire en ligne sur le site web de la FAO consacré au recrutement, Jobs at FAO. Les dossiers de candidature incomplets ne seront pas examinés. Seules les candidatures reçues par l'intermédiaire du portail de recrutement seront prises en considération.

Les candidats sont encouragés à enregistrer leur candidature en prévoyant un délai largement suffisant avant la date limite.

Pour obtenir de l'aide, écrire à: Careers@fao.org.

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR.